

**FONDS DE RECONSTRUCTION D'HAÏTI**  
**MISE A JOUR DU STATUT EN DATE DU 19 DECEMBRE.6 2012**

<b>Titre du Projet:</b>	<b>UNDG/HRF-3 : Projet de Développement Durable du Sud-Ouest d'Haïti (Projet DD SO)</b> ( <a href="http://mdtf.undp.org/factsheet/project/00077735">http://mdtf.undp.org/factsheet/project/00077735</a> )				
<b>Entité Partenaire:</b>	Nations Unies		<b>Numéro de la Note Conceptuelle de la CIRH:</b>	N/A	
<b>Objectif de Développement du Projet:</b>	Le Projet DD SO représente la première phase d'une initiative multisectorielle de relèvement et développement durable d'une durée de 20 ans, visant le Département du Sud d'Haïti et ciblant lors de cette phase une population de 210 000 habitants. Les objectifs du projet sont la réduction de la pauvreté, la diminution des vulnérabilités liée aux catastrophes, et la restauration des écosystèmes dans la zone de projet.				
<b>Secteur du PARDH<sup>1</sup>:</b>	Ce projet cible les composantes suivantes du PARDH: Sections 4.1.3 (Gestions des risques liés aux catastrophes naturelles) 4.1.5 (Planification nationales et développement local) 4.1.6 (Gestion des bassins versants), 4.2.1 (Production agricole), 4.2.4 (Accès à l'électricité), 4.3.5 (Education), 4.3.6 (Santé, sécurité alimentaire et nutrition, eau et assainissement)		<b>Secteur de la CIRH:</b>	N/A	
<b>Agence(s) en Charge<sup>2</sup>:</b>	Programme des Nations Unies pour l'Environnement - PNUE/ UNEP, Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets - UNOPS  [Gestion stratégique, conceptualisation et coordination de l'initiative Côte Sud et du projet DD SO - PNUE. Gestion du Programme de Support – UNOPS. Support technique - <b>Columbia University, The Nature Conservancy</b> . Mise en oeuvre - <b>Catholic Relief Services, Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement, Earthspark and 20+ CBOs</b> ]				
<b>Coût Total du Projet (US\$ millions):</b>	12.55 millions	<b>Montant Total Approuvé de Subvention du FRH (US\$ millions):</b>	8 millions	<b>Montant Total des Fonds du FRH transférés à l'Entité Partenaire (US\$ millions):</b>	8 millions
<b>Autres Bailleurs de Fonds (indiquer le montant par bailleur):</b>	UNEP et Gouvernement de Norvège \$550,000. Catholic Relief Services-USAID: \$4,000,000				
<b>Fonds du Projet décaissés (US\$ millions):</b>	UNEP (USD 5,105,775 + USD 550,000) + UNOPS (USD 2,814,225) + CRS (\$4,000,000) = <b>USD 12,470,000</b>		<b>Pourcentage du Décaissement par rapport au coût total du projet:</b>	99.36%	

<sup>1</sup> Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti.

<sup>2</sup> Agence or Agences qui est/sont le(s) bénéficiaire(s) direct(s) de l'Entité Partenaire et qui est/sont responsable(s) de la supervision de la mise en œuvre du projet.

<b>Fonds du FRH décaissés (US\$ millions):</b>	UNEP USD 5,105,775 UNOPS USD 2,769,225  UNEP + UNOPS TOTAL = USD 7,875,000	<b>Pourcentage des fonds du FRH décaissés par rapport au montant approuvé de la subvention du FRH<sup>3</sup>:</b>	99.44 %
<b>Date d'Approbation Finale du CP du FRH:</b>	7 Février 2011	<b>Date Effective du Projet<sup>4</sup>:</b>	25 mars 2011
<b>Durée Prévue du Projet:</b>	21 mois	<b>Date de Clôture Envisagée du Projet :</b>	26 Décembre 2012

<b>Agence assurant la Mise en Œuvre:</b>	<b>Type d'Organisation (Locale/ONG Internationale, Agence Gouvernementale, etc.):</b>	<b>Financement total du projet acheminé par le biais de l'Agence assurant la Mise en Œuvre (Budgétisé ou Réel):</b>
UNEP	Agence ONU	\$1.37 M
UNOPS	Agence ONU	\$2.8147M
Catholic Relief Services	ONG International + 20 partenaires CBOs	\$1.63M
Columbia University	ONG International-Université	\$1.33M
ORE	ONG	\$0.38M
The Nature Conservancy	ONG International	\$0.2M
Earthspark	ONG International	\$0.182M

<b>Indicateurs Quantitatifs de Résultats (y compris le but):</b>	<b>Progrès:</b>	<b>Pourcentage de ce qui a été planifié:</b>
N.B. Le Projet DD SO représente la Phase 1 du CSI qui se veut une initiative de 20 ans.		
<p>Le plan de travail se divise en cinq grandes composantes :</p> <p><b>1. Leadership, Coordination et Gestion du Projet</b></p> <p><b>1.1. Indicateur :</b> Niveau d'appropriation du CSI par le Gouvernement</p> <p><b>2. Mobilisation et Support logistique au Projet</b></p> <p><b>2.1. Indicateur :</b> % de mobilisation – équipe et équipements</p> <p><b>3. Etat des lieux multisectoriel, suivi et évaluation</b></p> <p><b>3.1. Indicateur :</b> pourcentage d'études de base sectorielle terminées</p> <p><b>3.2. Indicateur :</b> système de suivi et évaluation en place</p> <p><b>4. Design, Coordination et Planification Multisectorielle</b></p>	<p>Les progrès par composantes et selon les indicateurs sont les suivants :</p> <p><b>1.1.</b> La CSI, qui impliquait initialement 10 communes a été étendue sur 18 communes. La planification du programme pour sa deuxième phase est approuvée et se concentrera de manière transversale sur l'accompagnement au Gouvernement en synergie avec le PNUD.</p> <p><b>2.1.</b> 100% de mobilisation achevé</p> <p><b>3.1.</b> 100 % d'études de base en cours – un retard s'est accumulé en raison des problèmes de traduction mais</p>	<p><b>1.1.</b> 150%</p> <p><b>2.1.</b> 100%</p> <p><b>3.1.</b> 100%</p>

<sup>3</sup> Ce pourcentage inclut les frais de 1% de l'agent administratif, en sus des fonds décaissés.

<sup>4</sup> Date de réalisation de toutes les conditions d'efficacité du projet et du début de la mise en œuvre des activités de projet.

<p><b>4.1. Indicateur</b> : Nombre de plans/stratégies sectorielles développées</p> <p><b>5. Actions pratiques à résultats rapides</b></p> <p><b>5.1. Indicateur</b> : % d'activités pratiques mis en place</p>	<p>celui-ci fut résorbé durant ce trimestre.</p> <p><b>3.2.</b> Considérant le focus sectoriel plus étroit de la seconde phase et l'appropriation des Ministères comme axe transversal, il a été décidé que le système de suivi et évaluation soit porté et consolider par le Gouvernement lors de la deuxième phase.</p> <p><b>4.1.</b> Avec la Direction Départementale Sud du MPCE SUD, un appui a officiellement commencé à être offert aux différents Ministères au travers du CSI pour systématiser les stratégies départementales des différents secteurs/Ministères. Considérant les disparités techniques entre les différents Ministères d'une part et les disparités géographiques au niveau des interventions du CSI dans le Département (10 communes vs. Département entier) d'autre part, ces stratégies prendront la forme d'éléments proposés de stratégie pour le Gouvernement. Le degré de consultation nécessaire pour le développement de ces stratégies explique un avancement à petit pas avec des ébauches plus avancées que d'autres.</p> <p><b>5.1.</b> Les activités pratiques sont achevées à 98% avec principalement une activité d'eco-tourisme restante. Considérant certains secteurs faisant l'objet d'intérêt accru par le Gouvernement, une réallocation a été effectuée pour le secteur tourisme et celui de la pêche.</p>	<p><b>3.2.</b> N/A – Changement d'approche suite à des réorientations stratégiques</p> <p><b>4.1.</b> 90%</p> <p><b>5.1.</b> 98%</p>
---	---	--

## Réalisations Qualitatives par rapport aux résultats attendus<sup>5</sup>:

Ce trimestre s'est surtout concentré sur 3 points :

**1.** La finalisation des activités de terrain restantes et les rapports d'achèvement associés par les partenaires d'exécution :

Le gros de ce trimestre a porté sur l'élaboration des rapports d'achèvement des partenaires permettant ainsi au Gouvernement une meilleure compréhension et appropriation de ce qui a été réalisé sur le terrain. Alors que toutes les activités ont été achevées, il en reste cependant une qui sera mise en œuvre en 2013 à cause en raison du temps écoulé pour avoir le consensus entre les communautés locales et le gouvernement autour d'une même activité d'éco-tourisme.

**2.** La finalisation des lignes de bases et des études thématiques associées

Ceci a pratiquement été achevé à la fin de T3, cependant T4 s'est concentré sur la présentation des études et lignes de bases effectuées ainsi qu'à leur traduction en français.

**3.** La finalisation de plans et stratégies sectorielles pour les années à venir en fonction des acquis et des besoins identifiés durant la phase 1 (cf. points 1 & 2 ci-dessus)

Des plans d'interventions multi annuelles et communales ont été élaborés (avec financement sécurisé pour une phase 2) pour le secteur de l'énergie, marin, agroforesterie et pour l'appui à la gouvernance locale. En parallèle, des documents sectoriels (éléments de stratégies) sont en cours de finalisation pour proposer aux différents Ministères des orientations stratégiques à long terme en fonction des besoins identifiés pour les secteurs où un financement pour une phase 2 n'a pas été sécurisé (ex : sante, éducation, wash).

De plus, cette période a été marquée par les impacts sévères de l'ouragan Sandy dans le Département du Sud du 22 au 26 octobre 2012.

Les pluies intenses enregistrées dans le Sud depuis le 22 octobre ont représenté en 4 jours 50% des précipitations annuelles moyennes en Haïti (près de 700 mm enregistrés à Saut Mathurin). De plus, d'après la population locale, la violence de la mer n'a jamais été aussi forte depuis ces 20 dernières années.

Dans un tel contexte, l'équipe de la CSI (du projet) s'est mobilisée pour:

- Mettre en contexte les conditions météorologiques extrêmes qu'a connu le Département depuis le 22 octobre;
- Présenter les résultats des évaluations rapides des équipes dans la mesure où les voies d'accès terrestres le permettent ;
- Fournir une projection de la situation potentiellement inquiétante dans les zones et communautés isolées qui n'ont pu être visitées après le passage de l'ouragan.
- Recommander les prochaines étapes d'urgence, informer sur l'appui du CSI afin de mitiger une situation d'insécurité alimentaire, et assurer la résilience de la population et la stabilisation des écosystèmes.

Des propositions concrètes ont été soumises aux mécanismes et acteurs humanitaires, particulièrement concernant les besoins en termes de pêches et infrastructures (ponts et routes) dans le Département du Sud

## Challenges and autres commentaires<sup>6</sup>:

Une Initiative (CSI) visant initialement le développement durable de 10/18 communes du Département du Sud est devenu suite à la demande du Gouvernement et une alliance avec les partenaires une initiative accompagnant le Gouvernement pour catalyser le développement durable de l'ensemble du Département (18 communes). Une telle envergure et complexité ne peut être adressée par un seul projet avec ces partenaires associés. Par conséquent, pour les prochaines phases et pour pallier aux défis rencontrés, la CSI va dans le court terme se concentrer sur :

- L'organisation au cours du premier trimestre 2013 d'un évènement officiel de clôture et dépôt de bilan de la phase 1 et de lancement et présentation de la phase 2. Un tel évènement se fera en collaboration avec le Gouvernement et le PNUD (nouveau membre de la CSI) ;
- L'établissement et consolidation de partenariats stratégiques et fortes synergies : Alors qu'un partenariat entre le PNUE et PNUD est en développement avancé dans le cadre de la CSI pour renforcer les capacités

<sup>5</sup> Inclut (i) réalisations qualitatives (ii) étapes clés (actuelles ou futures) et (iii) tout changement significatif dans les composantes du projet ou les réallocations budgétaires.

<sup>6</sup> Tel qu'applicable inclut (i) les raisons des délais accusés pour le projet, (ii) les challenges de la mise en œuvre, (iii) statut du financement (écarts de financement, nouvelles sources de financement, ou changements aux contributions initiales), et (iv) toute autre information pertinente.

institutionnelles tant au niveau Départemental que Communal et ainsi permettre un développement local effectif, des efforts sont en cours pour bâtir des partenariats/synergies avec 1) UNICEF afin de couvrir les secteurs dits sociaux (éducation, santé, eau et assainissement), 2) des partenaires techniques francophones pour faciliter l'appropriation locale tout en renforçant les partenaires nationaux.

- La seule activité substantive à développer sur le terrain (voir le progrès des Indicateurs Quantitatifs de Résultats 5.1) est en attente de la signature d'un accord avec le gouvernement (Ministère du Tourisme) et l'UNOPS. Le processus pour identifier le partenaire d'exécution locale et de parvenir à un accord entre ce partenaire et le Ministère du Tourisme a été complexe, mais il a été finalement atteint à la fin de la période initiale d'exécution de ce programme.  
Même si le montant restant pour l'exécution de cette activité est minime par rapport au montant total du programme, l'achèvement de l'exécution au cours de la Phase 1 de la CSI a une importance primordiale. C'est la raison principale pour laquelle une extension du programme DD SO a été demandée.
- Cette période d'extension permettra également le paiement des derniers versements à cinq partenaires d'exécution et la couverture de toutes les opérations administratives internes du PNUE relatives à la dernière activité avec le Ministère du tourisme.